



83 boulevard de Charonne
75011 Paris

NSK AUDIT
11, Rue de Mogador
75009 PARIS

ASSOCIATION DE GESTION DU FONDS PARITAIRE NATIONAL

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 Rue Traversière
75012 PARIS

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION DE GESTION DU FONDS PARITAIRE NATIONAL

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 Rue Traversière
75012 Paris

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres du Conseil d'Administration de l'AGFPN,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association de Gestion du Fonds Paritaire National** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II. FONDAMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note n° 3 de l'annexe exposant les principes, règles et méthodes comptables précise que l'AGFPN a établi ses comptes annuels conformément aux dispositions du règlement n ° 2018-06 relatif aux comptes annuels des associations et des fondations et celles du règlement de l'ANC n°2016-01 du 05 février 2016 relatif aux comptes annuels de l'AGFPN. Pour l'établissement des comptes annuels, il est ainsi tenu compte des spécificités liées au caractère déclaratif de l'AGFPN et des conséquences qui en découlent, tant en ce qui concerne les déclarations des affiliés que les versements aux attributaires.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau du 17 septembre 2024.

VI. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le

Les Commissaires aux comptes

FCN

NSK

Stéphane LOUBIERES

Pamela BONNET

Manuel NAVARRO

Associés

Associé

ANNEXE DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✖ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✖ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✖ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✖ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ✗ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

AGFPN

4 Rue Traversière
75012 PARIS



CA 26/09/2024
POINT 2.1

Association AGFPN							
Bilan au 31 décembre 2023							
ACTIF					PASSIF		
En euros	31/12/2023			31/12/2022		31/12/2023	31/12/2022
	Brut	Amortissement	Net	Net			
Actif immobilisé	1 249 432	(15 092)	1 234 341	892 419	Capitaux propres	0	0
Concessions, brevets, marques logiciel	5 147	(4 378)	769	1 799	Fonds associatifs	0	0
Autres immobilisations corporelles	20 003	(10 714)	9 289	6 370	Excédent(ou Déficit)	0	0
Autres immobilisations incorporelles	1 224 282		1 224 282	884 250	Provisions pour risques et charges	0	0
					Fonds dédiés	0	0
Actif circulant	51 869 252	0	51 869 252	56 308 108	Dettes	53 103 592	57 200 526
Créances Employeurs	11 187 069	0	11 187 069	11 132 001	Dettes Attributaires	52 266 438	56 391 393
Créances à recevoir sur salaires versés en décembre N	10 633 207		10 633 207	10 591 709	Dettes organismes professionnels de branche	50 168 080	52 649 060
Créances déclarées non recouvrées	553 862	0	553 862	540 292	Dettes organismes nationaux interprofessionnels		
					Charges attributaires à répartir	2 098 358	3 742 333
Créances sur organismes collecteurs	1 541 897	0	1 541 897	1 963 967	Dettes sur organismes collecteurs	0	0
Créances financières sur organismes collecteurs à régulariser	1 541 897		1 541 897	1 963 967	Dettes financières sur organismes collecteurs à régulariser	0	0
					Contributions Employeurs non affectées	0	0
Autres créances et charges constatées d'avance	17 391		17 391	24 736	Dettes Fournisseurs liés au fonctionnement AGFPN	462 119	616 564
Trésorerie de fonctionnement AGFPN	126 006		126 006	320 249	Autres dettes	375 036	192 568
Trésorerie restant à répartir	38 996 889		38 996 889	42 867 154	Dettes fiscales	155 338	25 196
					Divers charges à payer	219 698	167 372
TOTAL	53 118 684	(15 092)	53 103 592	57 200 526	TOTAL	53 103 592	57 200 526

Association AGFPN
COMPTE DE RESULTAT 31 DECEMBRE 2023



CA26/09/2024
POINT 2.1

En euros	2023	2022
Produits de gestion des dispositifs		
Contributions 0,016%	115 548 667	109 894 219
Sous Total : Collecte contribution 0,016%	115 548 667	109 894 219
Subvention Etat	32 600 000	32 600 000
Sous Total : Subvention	32 600 000	32 600 000
TOTAL PRODUITS DE GESTION DES DISPOSITIFS A	148 148 667	142 494 219
Charges de gestion des dispositifs		
Mission politiques paritaires		
Branche professionnelle (*)	(47 157 080)	(46 361 950)
Part interprofessionnelle	(50 169 295)	(49 234 131)
Sous-total (b1)	(97 326 376)	(95 596 081)
Mission Participation aux politiques publiques		
Répartition 80 % des crédits, à part égales, entre OS/OP représentatives au niveau national et interprofessionnel - Art D2135-30 1°	(2 352 988)	(2 356 760)
Répartition 20 % des crédits, à part égales, entre OS qui ont recueilli entre 3% et 8% au niveau national et interprofessionnel et entre OP représentatives au niveau national et multiprofessionnel - Art D2135-30 2°	(588 247)	(589 190)
Sous-total (b2)	(2 941 236)	(2 945 950)
Mission Formation Economique sociale et syndicale		
Formation économique sociale, syndicale et animation des salariés , prélevée sur la collecte 0,016 % - Art L 2135-11 3°)	(16 253 641)	(15 951 941)
Formation économique sociale, syndicale et animation des salariés - subvention de l'Etat - part proportionnelle à l'audience des OS - Art D2135-31 1°	(21 656 919)	(21 660 375)
Formation économique sociale, syndicale et animation des salariés - subvention de l'Etat - part forfaitaire répartie à part égale entre OS - Art D2135-31 2°	(7 884 316)	(7 885 574)
Sous-total (b3)	(45 794 877)	(45 497 891)
Autres charges		
Provision créances employeurs	0	0
Admissions en non valeur créances employeurs	(8 146)	(4 545 128)
Frais de gestion opérateurs de recouvrement	(595 351)	(565 700)
Autres produits		
Reprise provision créances employeurs	0	4 539 032
Sous-total (b4)	(603 496)	(571 796)
TOTAL CHARGES DE GESTION DES DISPOSITIFS AVANT REPARTITION B=b1+b2+b3+b4	(146 665 984)	(144 611 717)
Produits financiers net	(462 517)	(54 057)
Créances déclarées non recouvrées nettes de provisions	(13 570)	3 468 759
Solde Organisations Professionnelles Employeurs non éligibles	0	0
TOTAL CREDITS NON REPARTIS C	(476 087)	3 414 703
RESULTAT DE GESTION DES DISPOSITIFS D = A+B+C	1 006 596	1 297 204
PRODUIT DE GESTION ADMINISTRATIVE		
CHARGES DE GESTION ADMINISTRATIVE (**) E	(1 469 113)	(1 351 261)
Charges récurrentes	(1 330 189)	(1 196 251)
Charges non récurrentes	(138 924)	(155 010)
RESULTAT D'EXPLOITATION F = D+E	(462 517)	(54 057)
Produits financiers	608 575	71 128
Charges financières (**) G	0	0
RESULTAT FINANCIER G	608 575	71 128
Produits Exceptionnels	0	0
Charges Exceptionnelles (**) H	0	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL H	0	0
IMPOT SOCIETE	(146 058)	(17 071)
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieures		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT(ou DEFICIT) I = F+G+H	0	(0)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
Bénévolat	NS	NS
Prestations en nature	NS	NS
Dons en nature	NS	NS
total		
CHARGES		
Secours en nature	NS	NS
Mise à disposition gratuite de biens et services	NS	NS
Personnel bénévole	NS	NS
total		

(*) Aucun remboursement en 2023 concernant la participation aux négociations de branche
(**) Frais de fonctionnement 2023 (1 469 113)



ANNEXE DES COMPTES ANNUELS



Les comptes de l'association se caractérisent pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2023 et clos le 31 décembre 2023 par les données suivantes :

Total du bilan	53 103 592 €
Produits de gestion des dispositifs ou gestion technique	148 148 667 €
Résultat	0 €

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'Association de Gestion du Fonds Paritaire National.



Sommaire

1. Objet de l'AGFPN
2. Faits caractéristiques de l'exercice
 - 2.1. Durée de l'exercice
 - 2.2. Répartition des crédits destinés aux activités
 - 2.3. Négociation de branche des entreprises de moins de 50 salariés
 - 2.4. Nouvelles modalités de reversement des contributions : Avenant AcoSS
 - 2.5. Autres informations
 - 2.5.1. Crédits non versés et remboursements
 - 2.5.2. Modification des poids de financement
3. Principes, règles et méthodes comptables
 - 3.1. Principes Généraux
 - 3.2. Charges de gestion
 - 3.2.1. Reversement aux organisations attributaires
 - 3.2.2. Frais de collecte
 - 3.2.3. Frais de gestion administrative
 - 3.3. Les ressources
 - 3.3.1. Produits de contribution
 - 3.3.2. Créances sur les employeurs AcoSS (UCN)
 - 3.3.3. Créances sur les employeurs Cmsa
 - 3.3.4. Contributions restant à recevoir
 - 3.3.5. Subvention de l'Etat
 - 3.4. Autres éléments
 - 3.4.1. Actif immobilisé
 - 3.4.2. Engagements sociaux
 - 3.4.3. Gestion financière
 - 3.4.4. Résultat exceptionnel
 - 3.4.5. Provisions pour risques et charges – Urssaf Caisse Nationale
 - 3.5. Modalités retenues pour la ventilation des charges de fonctionnement
4. Analyse du bilan
 - 4.1. Analyse de l'actif du bilan
 - 4.1.1. Créances employeurs
 - 4.1.2. Créances Etat
 - 4.1.3. Créances sur organismes collecteurs
 - 4.1.4. Autres créances et charges constatées d'avance
 - 4.1.5. Trésorerie de fonctionnement AGFPN et Trésorerie restant à répartir
 - 4.1.6. Immobilisations et amortissements
 - 4.2. Analyse du passif du bilan
 - 4.2.1. Dettes attributaires
 - 4.2.2. Dettes fournisseurs liées au fonctionnement de l'AGFPN
 - 4.2.3. Autres dettes
5. Analyse du compte de résultat
 - 5.1. Gestion des dispositifs
 - 5.1.1. Produits
 - 5.1.1.1. Contributions
 - 5.1.1.2. Subvention
 - 5.1.2. Charges
 - 5.1.2.1. Charges de gestion des dispositifs
 - 5.1.2.2. Autres charges de gestion des dispositifs
 - 5.1.2.3. Dotation des crédits à répartir entre les organisations attributaires
 - 5.2. Charges de gestion administrative
 - 5.2.1. Charges récurrentes
 - 5.2.2. Charges non récurrentes
 - 5.3. Autres produits
 - 5.4. Résultat financier
 - 5.5. Résultat exceptionnel
 - 5.6. Impôt société
 - 5.7. Résultat de l'exercice
6. Contributions volontaires
7. Information sur les événements postérieurs à la clôture
8. Tableau d'affectation des crédits reçus



1. Objet de l'AGFPN

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 a prévu la constitution d'un Fonds paritaire national contribuant au financement des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs.

Dès lors, en application des articles L. 2135-9 et suivants du code du travail issus de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, et conformément à l'article L. 2135-15 du même code et aux dispositions du Décret n° 2015-87 du 28 janvier 2015, les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel ont créé une association qui prend le nom de : « **Association de Gestion du Fonds Paritaire National** », dénommée ci-après l'« **AGFPN** » ou l'« **Association** ».

La création de l'AGFPN a été publiée au Journal Officiel et déclarée à la préfecture de Police le 7 mars 2015.

Le Règlement intérieur de l'AGFPN modifié le 18 décembre 2018, a été agréé le 3 juin 2020 par la Direction Générale du Travail, conformément aux dispositions du I de l'article L. 2135-15 du code du travail. Il a été modifié par le Conseil d'administration en date du 20 septembre 2022.

Cette Association gère le Fonds pour le financement du dialogue social, chargé d'une mission de service public consistant à financer les missions paritaires et les missions d'intérêt général à la charge des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs, au titre de leur participation à la conception, à la mise en œuvre, à l'évaluation et au suivi d'activités concourant au développement et à l'exercice des missions d'intérêt général définies à l'article L. 2135-11 du code du travail :

- la conception, la gestion, l'animation et l'évaluation des politiques menées paritairement,
- la participation des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des
 - politiques publiques relevant de la compétence de l'État, notamment par l'animation et la gestion d'organismes de recherche, la négociation, la consultation et la concertation,
 - la formation économique, sociale, environnementale et syndicale des salariés appelés à exercer des fonctions syndicales ou des adhérents à une organisation syndicale de salariés amenés à intervenir en faveur des salariés, définie aux articles L. 2145-1 et L. 2145-2, notamment l'indemnisation des salariés bénéficiant de congés de formation, l'animation des activités des salariés exerçant des fonctions syndicales, leur information au titre des politiques mentionnées aux 1° et 2° du présent article ainsi que des formations communes mentionnées à l'article L. 2212-1.



Un nouveau champ d'intervention relatif au dispositif « remboursement des Négociations de branche des entreprises de moins de 50 salariés » a été instauré par l'ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017 ainsi que le décret n°2017-1818 du 28 décembre 2017, permettant aux entreprises de moins de 50 salariés de demander à l'AGFPN, à compter du 1^{er} janvier 2018, le remboursement de la rémunération maintenue, ainsi que des cotisations et contributions sociales afférentes, des salariés participant aux négociations de branche.

Ce dispositif est entré en application courant 2019 suite à la publication de l'arrêté du 23 mai 2019 relatif aux modalités de prise en charge de la rémunération des salariés des entreprises de moins de 50 salariés participant aux négociations de branches qui fixe le montant forfaitaire ainsi que le formulaire de demande de prise en charge.



2. Faits caractéristiques de l'exercice

2.1. Durée de l'exercice

L'exercice 2023 est le 9^{ème} exercice de l'Association de Gestion du Fonds Paritaire National (AGFPN) et le sixième hors de la période transitoire sur l'application des critères de répartition des fonds, et le deuxième d'un nouveau cycle de gestion quadriennal commencé en 2022 et dont le terme est 2025.

2.2. Répartition des crédits destinés aux activités

S'agissant de la collecte issue de la contribution employeurs de 0,016%, en application de l'article R. 2135-27 du code du travail (issu du décret N° 2015-87 du 28 janvier 2015), le montant de la collecte des employeurs de 0,016% destiné aux activités indiquées au 1° de l'article L. 2135-11 du même code (issu de la loi 2014-288 du 5 mars 2014) (mission 1) est déterminé par le Conseil d'administration sans pouvoir être inférieur à 73 millions d'euros. Le reste des crédits est affecté aux activités indiquées au 3° de l'article L. 2135-11 du même code (mission 3).

Au titre de l'exercice 2015, le Conseil d'administration n'avait pas pris de décision relative à la répartition des crédits entre la mission 1 et la mission 3.

En 2016, le Conseil d'administration avait décidé d'appliquer la clé de répartition des crédits suivante :

- pour la mission 1 : 85,88% du total des sommes collectées, lui-même réparti entre la part branches professionnelles et la part interprofessionnelle, selon la même proportion que celle de 2015 (soit 37/73ème pour la part interprofessionnelle et 36/73ème pour la part branches professionnelles).
- pour la mission 3 : 14,12 % du total des sommes collectées.

Cette clé de répartition des crédits a été maintenue pour 2023.

Au sein de la mission 1, la répartition des crédits aux organisations éligibles à la part interprofessionnelle et la part des branches professionnelles est réalisée conformément aux articles R. 2135-28 I 1° et R. 2135-28 I 2° du code du travail, respectivement.

Au sein de la mission 2, la répartition des crédits aux organisations éligibles à cette mission est réalisée conformément aux articles D. 2135-28 1 du code du travail.

S'agissant de la subvention de l'Etat, par décision du Conseil d'administration elle est ventilée entre la mission n°2 à hauteur de **3 000 000 d'euros** et la mission n°3 à hauteur de **29 600 000 euros**.

Au sein de la mission 2, la répartition des crédits aux organisations éligibles à cette enveloppe est réalisée conformément à l'article D. 2135-30 1° et 2° du code du travail.

Au sein de la mission 3, la répartition des crédits aux organisations éligibles à cette enveloppe est réalisée conformément à l'article D. 2135-31 1° et 2° du code du travail.



2.3 Négociation de branche des entreprises de moins de 50 salariés

L'ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017, ainsi que le décret n°2017-1818 du 28 décembre 2017 ont instauré, à compter du 1er janvier 2018, un dispositif dans lequel les entreprises de moins de 50 salariés peuvent demander à l'AGFPN le remboursement de la rémunération, ainsi que des cotisations et contributions sociales afférentes, des salariés participant aux négociations de branche.

L'arrêté du 23 mai 2019 relatif aux modalités de prise en charge de la rémunération des salariés des entreprises de moins de 50 salariés participant aux négociations de branches a fixé le montant forfaitaire de remboursement des salaires par le fonds paritaire national, à 69 euros par demi-journée et à 138 euros par journée de négociation.

L'article R. 2232-1-4 du code du travail dispose que : « *Le montant pris en charge par le Fonds en application du deuxième alinéa de l'article L. 2232-8, pour l'exercice de sa mission mentionnée au 1° de l'article L. 2135-11, est imputé sur le montant des crédits dus à l'organisation syndicale de salariés au titre de l'année au cours de laquelle la demande complète mentionnée à l'article R. 2232-1-5 a été reçue par l'Association de gestion du fonds paritaire national.* »

De ce fait, le montant pris en charge par le Fonds est déduit du montant des crédits dus à l'organisation syndicale de salariés concernée en application du 1° de l'article L. 2135-11 précité.

La déduction est opérée annuellement, au titre de l'année au cours de laquelle la demande de prise en charge complète a été reçue par l'AGFPN, sur le solde définitif des crédits (mission 1) de l'organisation syndicale de salariés concernée.

En cas d'épuisement des crédits de l'organisation en raison de la déduction ainsi effectuée, le Conseil d'administration statue sur la solution à appliquer pour assurer la totalité de la prise en charge.

Au 31/12/2023, l'AGFPN a reçu une demande qui n'a pas abouti en attente d'éléments complémentaires. L'AGFPN n'a donc procédé à aucun remboursement en 2023.

2.4 Nouvelles modalités de reversement des contributions du Fonds de financement du paritarisme dues par l'ACOSS devenue l'Urssaf Caisse Nationale (UCN)

L'organisation des relations financières UCN – AGFPN est fondée sur les principes suivants, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- Reversement des contributions du Fonds paritaire à l'AGFPN sur la base des sommes dues par les employeurs (et non plus des sommes effectivement collectées par les Urssaf). En application de l'article 12 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022, l'UCN reverse les contributions dues sur les salaires telles que déclarées par les employeurs via DSN, après application d'un taux forfaitaire pour frais de non recouvrement de 1,1 % fixé par arrêté du 8 août 2022, dans les conditions prévues par le décret n°2022-136 du 5 février 2022 ;



- Détermination des frais de gestion par voie réglementaire, conformément à l'article 18 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2020. Un taux de frais de gestion de 0,5 %, fixé par un arrêté du 23 mai 2022, est appliqué aux sommes reversées à l'AGFPN.

L'ACOSS et l'AGFPN ont signé fin 2022 un avenant à la convention du 29 mai 2015 relative au recouvrement de la contribution des employeurs au Fonds de financement du paritarisme par les organismes de la branche du recouvrement, afin d'encadrer la relation financière avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.

2.5 Autres informations

2.5.1 : Crédits non versés et remboursements

Conformément à la doctrine AGFPN, les crédits non versés, les remboursements et les produits financiers nets d'IS, ont été réinjectés au total des crédits à répartir au titre de la répartition finale 2023 pour un montant de 1 160 520 €.

2.5.2 : Modification des poids de financement

L'arrêté du 09 février 2024 (TSST2401325A) fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel abroge l'arrêté du 18 novembre 2021 (MTRT2131882A) et définit une nouvelle représentativité. Les organisations restent inchangées mais les poids de financement suite au recalcul de la représentativité sont modifiés.

Ces modifications n'ont pas d'impact sur le total de la collecte répartie mais uniquement sur la répartition entre attributaires. Il en ressort que certains attributaires vont percevoir des crédits supplémentaires alors que d'autres ont perçus des crédits 2022 à tort et devront les rembourser à l'AGFPN (ou à défaut, seront déduits du prochain versement). Le montant en jeu est de 501 423€ (En plus et en moins). Ainsi, le Conseil d'administration du 25 avril 2024 a acté :

- La modification des poids de financement des OP au niveau national interprofessionnelles ;
- L'application de cette modification de manière rétroactive à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
- L'imputation des régularisations 2022 sur le solde 2023 des organisations.
- Le Conseil d'administration du 25 avril 2024 a acté également diverses régularisations importantes, qui n'impactent que les répartitions entre attributaires.



3. Principes, règles et méthodes comptables

3.1. Principes généraux

Les comptes annuels de l'AGFPN pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis en euros, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ont été établis conformément au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable et celles du règlement de l'ANC n°2016-01 du 5 février 2016 relatif aux comptes annuels de l'AGFPN.

Ils tiennent compte des spécificités liées au caractère déclaratif du Fonds Paritaire et des conséquences qui en découlent, tant en ce qui concerne les déclarations des affiliés que les versements aux attributaires.

L'article L. 2135-10 du code du travail a désigné les organismes de la branche de recouvrement ACOSS devenue l'Urssaf Caisse Nationale (UCN) et la CCMSA pour qu'ils effectuent le recouvrement, y compris contentieux, et le contrôle de la contribution visée, selon les règles et sous les garanties et sanctions applicables au recouvrement des cotisations du régime général de la sécurité sociale.

L'AGFPN ne peut être regardée comme l'intermédiaire d'opérations pour le compte de tiers. Aucune subrogation conventionnelle ou transfert de créances n'est prévu entre les deux organismes. Il n'y a donc pas de transfert des créances des affiliés de l'AGFPN.

Les comptes annuels de l'AGFPN sont établis sur la base de l'information financière produite par les opérateurs du recouvrement l'ACOSS et la CCMSA pour le secteur agricole et résumée dans des documents de synthèse traduisant les opérations réalisées pour le compte de l'AGFPN.

Les opérations sont donc comptabilisées, selon leur nature, dans les charges et produits de l'exercice.

A noter : le changement des modalités de reversement de la collecte ACOSS exposé ci avant au paragraphe 2.4 de l'annexe.

3.2. Charges de gestion

Les charges de gestion du Fonds se composent de charges de gestion des dispositifs correspondant aux versements des crédits aux organisations attributaires et de charges de gestion administrative.



3.2.1. Reversement aux organisations attributaires

L'AGFPN dans le cadre de sa mission définie par l'article 31 de la loi N° 2014-288 du 5 mars 2014, a signé avec chaque organisation attributaire une convention de financement quadriennale couvrant la période 2022 à 2025.

Les modalités de la répartition des fonds au profit des organisations attributaires s'effectuent, sur la base de subvention de l'exercice et des montants de contributions relatives à la période d'emploi de janvier à décembre N après la déduction des frais de collectes des opérateurs et du taux d'abattement s'agissant de l'UCN et des charges de fonctionnement en application de la réglementation en vigueur et après validation du Conseil d'administration de l'AGFPN.

Les crédits qui n'ont pas été engagés par une organisation attributaire au cours de l'exercice sont restitués au Fonds et viennent en abondement du montant global des crédits de même nature susceptibles d'être attribués au titre de l'année suivante.

Toutes régularisations de crédits, relatives à l'exercice N et aux exercices antérieurs, dont la valorisation n'a pas pu être effectuée au 31 janvier de l'année N+1, seront imputées sur la collecte de l'année N+1. Par conséquent, en N+1, ces régularisations, en application de l'article 2135-26 (Décret du 28/01/2015) abondent les crédits de même nature et sont redistribuées en fonction de la mission concernée par les remboursements. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, le montant global des remboursements postérieurs au 31 janvier 2024, et connus à ce jour s'élève à 642 K€.

Conformément à l'article R. 2135-26 (issu du décret 2015-87), à l'article 9 du règlement financier de l'AGFPN et par dérogation à l'alinéa précédent, les crédits versés à une organisation attributaire qui n'ont pas été engagés au cours d'un exercice peuvent être reportés à son bénéfice sur l'exercice suivant, dans la limite de 20 % du montant de ces crédits, dans des conditions fixées par délibération du conseil d'administration.



- Répartition des crédits perçus

Les sommes affectées aux organisations syndicales de salariés et aux organisations professionnelles d'employeurs constituent des charges de gestion courante comptabilisées au titre de l'exercice de décision d'affectation des crédits par le conseil d'administration de l'AGFPN.

Elles sont enregistrées dans des comptes 65. Autant de subdivisions de comptes que nécessaire peuvent être créées pour distinguer les charges selon la nature des activités financées définies à l'article L. 2135-11 du code du travail.

Le compte de charges à payer est soldé lors du versement.

- Crédits non répartis à la clôture de l'exercice

À titre exceptionnel, une part des crédits collectés peut ne pas avoir été affectée à la clôture de l'exercice. Ces sommes ne constituent pas un excédent de l'exercice, mais viennent, sur décision du conseil d'administration, en abondement des ressources à affecter lors de l'exercice suivant. Elles constituent une dette et sont enregistrées au crédit d'un compte de créditeurs divers.

- Dettes attributaires

Figure au poste « Dettes attributaires », le montant des répartitions à destination des organisations attributaires validées par le Conseil d'administration au titre de l'exercice en cours, dont le règlement intervient au début de l'exercice N+1 ou dans l'attente d'information permettant de statuer sur leur dénouement.

Certaines organisations ont perçu des crédits pour lesquels il n'y a ni remise de rapports ni justification suffisante d'utilisation des crédits. Dans ce cadre, l'AGFPN en a demandé le remboursement.

Les sommes pour lesquelles l'AGFPN a engagé une procédure de remboursement (procédure AGFPN ou recouvrement avocat) ne sont pas constatées dans les comptes tant que le remboursement n'est pas effectif.

Ces crédits font l'objet d'un suivi extracomptable.

A la fin de l'exercice 2023, restaient à régulariser par la procédure de remboursement :

- 36 232 € de crédits au titre du cycle 1 (auprès d'une organisation),
- 12 153 € de crédits au titre du cycle 2 (auprès de deux organisations).



3.2.2. Frais de collecte

Deux conventions ont été signées en 2015 avec les opérateurs ACOSS et CCMSA pour recouvrer, pour le compte de l'AGFPN, la contribution de 0,016% sur les employeurs privés :

- la convention ACOSS/AGFPN du 29 mai 2015 signée le 4 juin 2015 qui a pour objet de préciser les conditions et modalités selon lesquelles l'ACOSS assure le recouvrement, le contrôle et le reversement de la contribution des employeurs de 0,016 %, à l'exception du champ de la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette convention a fait l'objet d'un avenant signé fin 2022 prévoyant notamment l'application d'un taux forfaitaire pour frais de non-recouvrement de 1,1 % fixé par arrêté du 8 août 2022, dans les conditions prévues par le décret n°2022-136 du 5 février 2022 ;
- la convention CCMSA/AGFPN d'octobre 2015 qui a pour objet de préciser les conditions et modalités selon lesquelles la CCMSA assure le recouvrement, le contrôle et le reversement de la contribution de 0,016 % des employeurs du champ de la MSA.

En rémunération des opérations de gestion effectuées pour le compte de l'AGFPN :

- Le montant des frais de gestion de l'ACOSS est calculé sur la base d'un taux de 0,50% en application de l'arrêté du 23 mai 2022, (0,17% jusqu'à novembre 2021) appliqué aux sommes reversées après application de l'abattement pour risque de non-recouvrement.
- La rémunération de gestion de la CCMSA est composée :
 - de charges directes (charges individualisables en fonction de l'évolution du coût de l'ETP et charges non individualisables calculées à l'aide d'une clé de répartition, fonction de l'évolution des cotisations AGFPN) ;
 - de charges de fonctionnement ;
 - de charges indirectes (8,10% des charges directes et de fonctionnement) ;
 - coûts d'activités de la CCMSA (4,40% de la charge globale).

soit un taux de frais de recouvrement égal à 0,93 % en 2023 (identique à 2022).

3.2.3. Frais de gestion administrative

Deux conventions de mise à disposition : de personnel et de locaux, formalisent les modalités de l'appui opérationnel réalisé par l'Unédic depuis la mise en place de l'AGFPN.

Ainsi, l'essentiel de la prestation administrative, comptable, juridique a été réalisée par la mise à disposition du personnel de l'Unédic.

En rémunération des prestations, l'AGFPN rembourse à l'Unédic à l'euro l'euro les coûts salariaux résultant de la mise à disposition effective des salariés.



Le prix de la mise à disposition des locaux couvre notamment les frais de gestion locative, les services aux bâtiments, l'amortissement du mobilier et matériel de bureau et les services informatiques.

Ces conventions ont été reconduites pour une durée d'un an jusqu'au 31 décembre 2024.

3.3. Les ressources

Les ressources du Fonds, dénommées produits de gestion des dispositifs, sont constituées par :

- Une contribution assise sur les rémunérations versées aux salariés du secteur privé et des personnes publiques employant du personnel dans les conditions du droit privé et comprise dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale, dont le taux est fixé par un accord conclu, ou à défaut par décret, entre les organisations représentatives des salariés et des employeurs au niveau national et interprofessionnel. Ce taux ne peut être ni supérieur à 0,02 % ni inférieur à 0,014 % (actuellement à 0,016 % de la masse salariale, fixé par l'article D. 2135-34 du code du travail issu du décret n°2014-1718 du 30/12/2014) ;
- Le cas échéant, une participation volontaire d'organismes paritaires nationaux dont le champ d'intervention dépasse le cadre d'une ou plusieurs branches professionnelles, gérés majoritairement par les organisations syndicales et les organisations d'employeurs ;
- Une subvention de l'Etat de 32 600 000 euros par an sur la période 2021-2023 (cf. ci-après § 3.3.4) ;
- Le cas échéant, toute autre ressource prévue par des dispositions législatives ou réglementaires, par accord conclu entre les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel ou par accord de branche étendu.



3.3.1. Produits de contribution

La contribution de 0,016 % est versée par les employeurs au titre de l'année sur la base des déclarations périodiques obligatoires qu'ils réalisent auprès de l'URSSAF et de la CCMSA.

Le fait générateur des produits est constitué par le versement des rémunérations sur lesquelles est assise cette contribution.

3.3.2. Créances sur les employeurs – Urssaf Caisse Nationale

En application de l'article 12 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022, l'UCN reverse les contributions dues sur les salaires telles que déclarées par les employeurs via DSN (et non plus des sommes effectivement collectées par les Urssaf).

Ainsi, à la suite du passage au reversement des sommes dues (RSD) au 1^{er} janvier 2022, les créances restantes envers l'Urssaf Caisse Nationale à la clôture de l'exercice concernent exclusivement les produits à recevoir.

3.3.3. Créances sur les employeurs - CCMSA

Aucune provision pour dépréciation n'est constatée sur les créances sur les employeurs du secteur agricole. L'opérateur ne communiquant à l'AGFPN aucun taux de provision, couvrant un éventuel risque de recouvrement.

3.3.4. Contributions restant à recevoir

Les contributions restant à recevoir au titre de l'année sont déterminées en fonction des produits constatés en janvier N+1, afférents aux exercices précédents et antérieurs.

Aucun produit à recevoir n'est constaté pour la CCMSA, les états étant transmis trimestriellement et les montants jugés faibles.

3.3.5. Subvention de l'Etat

Une convention triennale 2021-2023 relative à la subvention, prévue au 3^o de l'article L. 2135-10 du code du travail, de l'Etat à l'AGFPN a été signée le 10 mars 2021 avec le ministère du Travail. Cette convention fixe le montant annuel de cette subvention à hauteur de **32 600 000 euros** ainsi que les modalités d'attribution.



La subvention est comptabilisée en produits à la date de notification au Fonds ou à défaut de notification au plus tard à la date d'encaissement.

La convention triennale a été signée pour la période 2021-2023 pour un montant global de **97 800 K€**.

3.4. Autres éléments

3.4.1. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant la durée normale d'utilisation, selon un mode linéaire.

Les durées d'amortissements les plus généralement retenues sont les suivantes :

Matériel de bureau informatique 3 à 5 ans

Les coûts liés au développement du système d'information sont comptabilisés en immobilisations en cours. La mise en service prévue initialement en 2022 puis repoussée à 2023, se fera en 2024.

3.4.2. Engagements sociaux

L'AGFPN a embauché une Déléguée Générale en septembre 2016.

L'ensemble des droits court-terme rattachés à son contrat de travail fait l'objet d'une provision au 31 décembre 2023.

3.4.3. Gestion financière

Dans l'attente de leur attribution aux organisations attributaires, les ressources perçues par l'AGFPN sont soit conservées en numéraire, soit déposées à vue, soit placées à court terme. Les intérêts produits par les sommes déposées ou placées à court terme ont le même caractère que les sommes dont ils sont issus et sont soumis aux mêmes conditions d'utilisation et de contrôle.

L'ensemble des gains financiers réalisés sur l'année N, après déduction de l'impôt société, est réparti entre les organisations attributaires.



3.4.4. Résultat exceptionnel

Néant.

3.4.5. Provisions pour risques et charges – Urssaf Caisse Nationale

L'Urssaf Caisse Nationale communique à l'AGFPN une provision pour risques et charges, correspondant aux litiges avec les employeurs dans le cadre de l'activité de recouvrement. Cette provision s'élève à 646 K€ au 31 décembre 2023. Compte tenu des incertitudes qui pèsent sur la réalité et l'exhaustivité de cette provision, au regard du recensement et du suivi de la vie du litige par l'opérateur, l'AGFPN a pris l'option de ne pas la comptabiliser dans ses comptes depuis sa création en 2015. L'éventuel impact de la reprise de cette provision est par conséquent appréhendé dans les produits de l'exercice concerné, sans qu'il ne soit possible d'en évaluer le montant.

3.5. Modalités retenues pour la ventilation des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement sont réparties sur les missions 1 à 3 définies à l'article L. 2135-11 du code du travail au prorata du temps passé par les équipes.

	100,0%	OS	OP
Tps passé Mission N° 1 - Branches professionnelles	80,0%	20,0%	60,0%
Tps passé Mission N° 1 - Interprofessionnel	8,0%	4,0%	4,0%
Tps passé Art L2135-11 3° sur contrib. 0,016 %	4,0%	4,0%	
Tps passé subvention Etat -Mission N° 2	4,0%	2,0%	2,0%
Tps passé subvention Etat -Mission N° 3	4,0%	4,0%	



4. Analyse du Bilan

4.1. Analyse de l'actif du bilan

L'ensemble des créances figurant à l'actif du bilan sont à moins d'un an.

4.1.1. Créances UCN et employeurs

Les contributions brutes restant à recouvrer, soit **11 187 069 euros** se décomposent en :

- contributions ACOSS : **10 633 207 euros** correspondant uniquement aux sommes dues en janvier 2024, rattachées à l'exercice N et antérieurs. Comme indiqué au 3.2.2., le risque de non-recouvrement des créances employeurs est supporté par l'UCN.
- contributions CCMSA : **553 862 euros** correspondant aux créances restant à recouvrer. La CCMSA ne communique aucune information à l'AGFPN sur un éventuel risque de recouvrement et sa dépréciation éventuelle.

4.1.2. Créances Etat

La totalité de la subvention de l'Etat 2023 a été perçue par l'AGFPN au cours de l'exercice.

4.1.3. Créances sur organismes collecteurs

Le montant de **1 541 897 euros** correspond au compte de liaison financier (compte courant) avec l'opérateur CCMSA pour **1 085 897 euros** et avec l'opérateur ACOSS pour **456 000 euros**.

Ce sont des sommes correspondantes à la situation du compte courant AGFPN vis-à-vis de la CCMSA et de l'ACOSS. Il prend en compte uniquement les mouvements relatifs aux opérations de reversement de trésorerie.

4.1.4 Autres Créances et charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance pour un montant de **17 391 euros** sont composées uniquement de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



4.1.5. Trésorerie de fonctionnement AGFPN et Trésorerie restant à répartir

Au 1^{er} janvier 2023, les réseaux du groupe Crédit du Nord et Société Générale se sont rapprochés et ont créé une nouvelle banque, SG.

La trésorerie de fonctionnement de l'AGFPN correspond à un compte courant Société Générale dédié à la gestion administrative avec un solde à la clôture de **126 006 euros**.

La trésorerie restant à répartir de **38 996 889 euros** correspond à :

- un compte courant Société Générale avec un solde à la clôture de **24 508 849 euros** ;
- un compte Livret rémunéré avec un solde à la clôture de **14 488 040 euros**.



4.1.6. Immobilisations et amortissements

Les mouvements des immobilisations et des amortissements sont retracés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations

	Valeur brute 01/01/2023	Acquisitions	Cessions ou virement de poste à poste	Valeur brute 31/12/2023
~ Immobilisations incorporelles	5 147	0		5 147
~ Terrains				
~ Constructions				
~ Installations générales, agencements et aménagement divers	0	0		0
~ Matériel de bureau, informatique et mobilier	13 053	6 950		20 003
~ Immobilisations en cours	884 250	340 032		1 224 282
Avances et acomptes				
	902 450	346 982	0	1 249 432

Amortissements

	01/01/2023	Dotations	Reprises	31/12/2023
~ Immobilisation incorporelles	3 348	1 029		4 378
~ Terrains				
~ Constructions				
~ Installations agencements, aménagement divers	0			0
~ Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 683	4 030		10 714
	10 032	5 060	0	15 092



4.2. Analyse du passif du bilan

L'ensemble des dettes figurant au passif du bilan sont à moins d'un an.

4.2.1. Dettes attributaires

Le montant de **52 266 438 €** correspond :

- aux sommes réparties entre les organisations attributaires au titre de l'exercice 2023 mais versées en 2024 (4^e acompte 2023 et solde 2023) pour **(+) 50 168 080 euros** ;
- aux sommes réparties entre les organisations attributaires non payées à la date d'établissement des comptes pour **(+) 1 544 496 euros** contre **(+) 3 202 052 euros** en 2022 (2022 étant la première année d'un nouveau cycle, certaines conventions n'étaient pas encore signées avec les attributaires à la clôture de l'exercice et quelques affectations restaient en attente) ;
- aux charges à répartir entre les attributaires sur les exercices ultérieurs pour **(+) 553 862 euros** contre **(+) 540 281 euros** en 2022 ;

4.2.2. Dettes fournisseurs liées au fonctionnement de l'AGFPN

Le montant de **462 119 euros** représente les factures de gestion administrative restant à régler au 31 décembre 2023 et se divise en deux rubriques :

- fournisseurs de biens et services : **76 633 euros**,
(dont principalement : les prestations ELDAPPS de 20 652 euros, les honoraires NSK pour 19 200 euros, Page Personnel pour 15 729 euros, Thinkstraight pour 8 740 euros, les honoraires Vaccaro Conseils pour 10 200 euros, divers 2 112 euros).
- fournisseurs factures non parvenues : **385 486 euros**
(dont prestataire Unédic pour 196 557 euros, Commissaires aux comptes pour 77 250 euros, Expert-comptable pour 64 155 euros, les frais de gestion CCMSA pour 46 960 euros) et divers pour 564 euros.

4.2.3. Autres dettes

Les postes de cette rubrique, dont le montant total s'élève à **375 036 euros** sont les :

- frais de collecte des opérateurs à payer pour **53 166 euros**,
- dettes sociales pour **166 532 euros**,
- dettes fiscales (IS, TS et PAS) pour **155 338 euros**.



5. Analyse du Compte de Résultat

5.1. Gestion des dispositifs

5.1.1 Produits

Le total des ressources de l'AGFPN pour l'exercice s'élève à **148 148 667 euros**.

Elles se décomposent comme suit :

5.1.1.1. Contributions

Le produit de la collecte liée aux contributions de 0,016% est de **115 548 667 euros**.

- Le produit des contributions collectées par l'ACOSS et la CCMSA au titre de l'exercice 2023 s'élève à **115 547 449 euros**.
- À ce montant de contributions s'ajoutent des majorations de retard, pénalités et profits divers pour un montant de **1 218 euros**.

5.1.1.2. Subvention

Ce poste d'un montant de **32 600 000 euros** correspond à la subvention 2023 versée par l'Etat à l'AGFPN le 02 mai 2023.

Le montant de la subvention de l'Etat a été versé le 08 juin 2023 à chaque organisation attributaire après déduction d'une estimation de frais de fonctionnement. Le solde définitif positif a été ajouté sur les soldes dus aux organisations au titre des crédits 2023.



5.1.2. Charges

5.1.2.1. Charges de gestion des dispositifs

Le montant des charges réparties ou en instance de répartition entre les organisations syndicales et professionnelles d'employeurs est de **146 062 486 euros**.

Les charges de gestion des dispositifs recouvrent l'ensemble des montants répartis entre les différentes organisations éligibles, comme suit :

- Répartition par mission et par catégorie d'organisations (en €) :

OS et OP	Politiques menées paritairement mission n°1	Participation aux politiques publiques mission n°2	Formation éco. sociale et syndicale et, animation des activités des salariés mission n°3	TOTAL	Régularisations	TOTAL Régularisations incluses
Organisations Syndicales	48 957 010 €	1 705 917 €	45 794 876 €	96 457 803 €	331 751 €	96 789 554 €
Organisations Employeurs	48 369 365 €	1 235 319 €	-	49 604 684 €	828 770 €	50 433 454 €
TOTAUX	97 326 375 €	2 941 235 €	45 794 876 €	146 062 487 €	1 160 520 €	147 223 008 €

- Répartition de la Mission 1 (branche / interprofessionnel) (en €) :

Conception, gestion, animation et évaluation des politiques menées paritairement	TOTAL
Organisations syndicales et professionnelles de branche - R. 2135-28 2°	47 157 080 €
Organisations syndicales et professionnelles niveau national et Interprofessionnel – R. 2135- 28 1°	50 169 295 €
	97 326 375 €

5.1.2.2. Autres charges de gestion des dispositifs

Les charges de gestion des dispositifs, d'un montant global de **603 496 euros**, sont constituées par :

- les admissions en non-valeur (ANV) de **8 146 euros** de la CCMSA. Pour rappel, en 2022, ce poste enregistrerait le passage intégral des sommes non recouvrées par l'Urssaf Caisse Nationale et provisionnées à 100%, en perte définitive pour 4 545 128 euros, à la suite du passage au dispositif de reversement des sommes dues. En contrepartie, la provision antérieurement constituée avait été reprise pour le même montant.
- les frais de gestion des opérateurs de recouvrement pour un montant **595 351 euros**.



5.1.2.3. Dotations des crédits à répartir entre les organisations attributaires

Ce montant s'élève à **476 087 euros**. Il correspond aux :

- variations des créances CCMSA entre 2022 et 2023 pour (+) **13 570 euros**,
- produits financiers net d'impôt société pour (+) **462 517 euros**

5.2. Charges de gestion administrative

Le montant des charges de gestion administrative est de **1 469 113 euros** et se décomposant en **1 330 189 euros** de charges récurrentes et **138 924 euros** de charges non récurrentes.

Le taux de frais de gestion administrative total en 2023 s'élève à 0,99 % rapporté au total de la collecte brute à répartir (cf tableau d'affectation des crédits reçus par le Fonds au point 8 de la présente annexe).

5.2.1 Charges récurrentes

Les charges récurrentes couvrent pour **1 330 189 euros** :

- les frais prévus par les conventions UNEDIC (mise à disposition de personnel, mise à disposition de locaux, matériel informatique et prestations d'assistances diverses (informatique, ressources humaines, juridique) et les frais de personnels gérés par l'AGFPN (salariés et intérimaires) pour **957 073 euros**
- les honoraires des commissaires aux comptes pour **120 450 euros**,
- les honoraires de prestataires extérieurs pour **164 218 euros** (dont les honoraires de l'expert-comptable pour **140 938 euros**, et les frais d'avocats pour **23 280 euros**),
- des frais divers (travaux administratifs, documentation, conférence de presse, site internet, formations, etc...) pour **83 388 euros**.
- Dotations aux amortissements : **5 060 euros**
- Charges diverses de gestion courante : **14 euros**
- Produits divers de gestion courante : **< - 14 > euros**

Le taux de frais de gestion récurrents en 2023 s'élève à 0,90 % rapporté au total de la collecte brute à répartir (cf tableau d'affectation des crédits reçus par le Fonds au point 8 de la présente annexe).



5.2.2 Charges non récurrentes

Les frais de nature non récurrente, liés principalement aux frais directs et indirects liés aux travaux d'infrastructure SI dans la continuité de la décision votée lors du Conseil d'administration du 14 décembre 2021 s'élèvent à **138 924 euros** pour l'exercice 2023.

Ces frais recouvrent les honoraires des différents prestataires intervenant dans le cadre de ce projet (avocat, expert-comptable, prestataire informatique).

Le taux de frais de gestion non récurrents en 2023 s'élève à 0,09 % rapporté au total de la collecte brute à répartir (cf tableau d'affectation des crédits reçus par le Fonds au point 8 de la présente annexe).

5.3. Autres produits

Néant.

5.4. Résultat financier

Le résultat financier est bénéficiaire de **608 575 euros** en 2023.

Il correspond aux intérêts rémunérant le placement des contributions employeurs perçues. Ils ont été intégrés dans la répartition de la collecte 2023 après déduction de l'impôt société dû sur les produits financiers.

5.5. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est de **0 euros**.

5.6. Impôt société

Le montant de l'impôt sur les sociétés est calculé au taux de 24 % sur les intérêts encaissés du livret Crédit du Nord.

Cet impôt s'élève à **146 058 euros** au titre de l'exercice 2023.



5.7. Résultat de l'exercice

L'ensemble des éventuels excédents est réparti entre les organisations attributaires des fonds perçus conformément aux textes réglementaires (dont produits financiers).

6. Contributions volontaires

Les contributions volontaires correspondent à l'activité bénévole au sein de l'AGFPN de l'équivalent de deux administrateurs non rémunérés au titre de leurs fonctions syndicales.

Les montants, jugés peu significatifs, n'ont pas été estimés au titre de l'exercice 2023.

7. Informations sur les événements postérieurs à la clôture

- La Cinquième chambre de la Cour des comptes procède depuis janvier 2023 à un contrôle portant sur les exercices 2015 à 2022. Les phases contradictoires étant terminées, le rapport définitif a été rendu public le 15 mai 2024 accompagné de la réponse définitive de l'AGFPN et de la DGT.

- Convention de subvention triennale avec l'Etat

Elle a été signée le 07 juin 2024 et prévoit que des éléments d'informations complémentaires concernant la mission 3 soient définis avant le 01 janvier 2025.

Le montant cumulé prévisionnel de la subvention Etat versée au fonds paritaire pour les années 2024, 2025 et 2026 est de : 104 010 000€ (par tranche annuelle de subvention égale à 34 670 000 €).

- L'article 13, alinéa 14 de la Loi n° 2023-1250 du 26/12/2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024, prévoit la gestion par l'AGFPN des contributions conventionnelles de branche au dialogue social.

- validation du principe de gestion des fonds de l'OPCO Constructys par le CA du 24 juin 2024 (1^{er} cas mission 4)

- En date du 28 juin 2024, l'Agfnpn a reçu sur le compte courant technique un remboursement d'une organisation pour un montant de 1 421 059 € (**525 429 € + 895 630 €**), relatifs aux crédits 2023 non consommés et non reportables.



- La société Thinkstraight, sous-traitant du titulaire du marché de développement de l'outil informatique de l'AGFPN (INFODIS), a été mise en liquidation judiciaire en date du 23 juillet 2024.

Des échanges sont actuellement en cours entre l'AGFPN et le titulaire du marché, la société INFODIS, afin d'identifier les conséquences de cette liquidation sur le planning et le budget, ainsi que les hypothèses retenues en vue d'assurer la continuité du contrat de développement, intégrant le pourcentage d'avancement du projet.

8. Tableau d'affectation des crédits reçus par le Fonds (en €)

EXERCICE 2023	Mission N° 1	Mission N° 2	Mission N° 3			TOTAL	Régul 2023	TOTAL
	€	€	€	€	€	€	€	€
	Contribution empl. 0,016%	Subvention Etat	Contribution empl. 0,016%	Subvention Etat	TOTAL Mission N° 3			
Total des produits de l'exercice	99 233 195	3 000 000	16 315 472	29 600 000	45 915 472	148 148 667		
Total des produits de l'exercice non encaissés à fin N	- 475 657	-	78 205	-	78 205	553 862		
Total des produits de l'exercice N-1 non encaissés à fin N-1	464 003	-	76 289	-	76 289	540 292		
Contributions admises en non valeurs	- 6 996	-	1 150	-	1 150	8 146		
Total brut à répartir avant charges de fonctionnement et régularisations	99 214 545	3 000 000	16 312 405	29 600 000	45 912 405	148 126 951	1 160 520	149 287 471
Frais collecte opérateur	595 351	-	-	-	-	595 351		
Autres charges de fonctionnement	1 292 819	58 765	58 765	58 765	117 529	1 469 113		
Total Charges de fonctionnement	1 888 170	58 765	58 765	58 765	117 529	2 064 463	-	2 064 463
TOTAL NET A RÉPARTIR	97 326 375	2 941 235	16 253 641	29 541 235	45 794 876	146 062 487	1 160 520	147 223 008
Total des crédits mis en paiements sur N								96 363 676
Total des crédits mis en paiements sur N+1								50 001 453
Total des crédits mis en suspens								857 878
							TOTAL	147 223 008
Organisations syndicales de salariés	25 084 648					25 084 648	100 663	25 185 310
Organisations professionnelles d'employeurs	25 084 648					25 084 648	100 663	25 185 310
Total Part interprofessionnelle	50 169 295	-	-	-	-	50 169 295	201 325	50 370 621
Organisations syndicales de salariés	23 872 363					23 872 363	99 282	23 971 645
Organisations professionnelles d'employeurs	23 284 717					23 284 717	688 208	23 972 926
Total Part branche professionnelle	47 157 080	-	-	-	-	47 157 080	787 491	47 944 571
Total Politiques paritaires	97 326 375	-	-	-	-	97 326 375	988 816	98 315 191
Organisations syndicales de salariés		1 705 917				1 705 917	66 498	1 772 415
Organisations professionnelles d'employeurs		1 235 319				1 235 319	39 899	1 275 218
Total Participation aux politiques publiques	-	2 941 235	-	-	-	2 941 235	106 397	3 047 632
Total Formation économique sociale et syndicale	-	-	16 253 641	29 541 235	45 794 876	45 794 876	65 307	45 860 184
Total des sommes réparties	97 326 375	2 941 235	16 253 641	29 541 235	45 794 876	146 062 487	1 160 520	147 223 008

La différence de 21 716 euros entre le total à répartir avant charges de fonctionnement de 148 126 951 euros et le total des produits techniques de l'exercice s'élevant à 148 148 667 euros, s'explique par la variation des produits techniques comptabilisés mais non encaissés à fin décembre et la déduction des contributions admises en non-valeurs.